



COMMUNIQUÉS

Non, les Droits des Femmes ne sont pas une sous section des Affaires sociales et de la Santé !

Le gouvernement constitué par Manuel Valls il y a deux jours ne comprend plus de Ministère des Droits des Femmes de plein exercice. Celui ci est déqualifié en Secrétariat d'État, sous l'égide de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé.

Outre le fait que conserver ce ministère durant l'entièreté du quinquennat était une promesse du candidat Hollande, le combat pour l'égalité femmes/hommes est loin d'être terminé.

Dans tous les domaines : travail (salariné ou domestique), précarité, violences (dont la prostitution), santé, libre disposition de son corps, parité, handicap, immigration, création artistique, etc..., le chemin est encore long. Pour le parcourir, un ministère de plein exercice est nécessaire.

Nécessaire :

> car il marque la considération accordée à ce combat, nécessaire

> car lui seul peut prendre en compte cette approche transversale indispensable.

À l'heure où un virage à droite très significatif est amorcé, à l'heure où les conditions de vie des femmes les plus précaires vont encore se dégrader car ce sont toujours elles les premières victimes, nous ne laisserons pas les acquis du mouvement féministe disparaître dans les affres d'un remaniement délétère.

signataires : Collectif National pour les Droits des Femmes, Cadac, Collectif Abandon de Famille - Tolérance Zéro, Collectif CIVG Tenon, Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes, Coordination Lesbienne en France, Confédération du Planning Familial, les Dé-chainées, les effFRONTé-e-s, Encore Féministes, l'Égalité c'est pas sorcier, Ensemble, Féminisme Enjeux - Théâtre de l'Opprimé, Femmes pour le dire, Femmes pour Agir, Femmes Migrantes Debout, Femmes solidaires, FIT Une femmes, un toit, Front de Gauche, FSU, Libres Mariannes, Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie, Ligue Internationale du Droit des Femmes, Maison des Femmes de Montreuil, Osez le Féminisme, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Réseau féministe "Ruptures", Solidaires, Zéromacho.
Avec le soutien de l'Inter LGBT

Non au sexisme et au racisme : Oui aux politiques de lutte contre les inégalités

Après les violentes attaques racistes envers la Garde des sceaux Christiane Taubira et les rumeurs malveillantes autour des ABCD de l'égalité, la situation politique se dégrade encore : aujourd'hui, c'est au tour de la ministre de l'éducation, Najat Vallaud-Belkacem, une jeune femme d'origine marocaine, que se concentrent les attaques. Ce qui pourrait être un modèle fort d'une mixité cristallise les déchaînements les plus nauséabonds. Faut-il être, en France en 2014, un homme blanc, sexagénaire, de culture chrétienne pour pouvoir assumer des charges politiques de premier plan ?

Les insultes envers Najat Vallaud-Belkacem sont non seulement intolérables dans une République qui se veut laïque et égalitaire, mais elles mettent aussi et surtout en lumière l'alliance délétère, dans les discours politiques et médiatiques, des préjugés et des attaques racistes, sexistes et islamophobes – des stéréotypes dont est victime au quotidien une grande partie de la population. Seules une condamnation publique, de la

part du gouvernement, des propos discriminatoires envers la personne de la ministre et la mise en place de véritables politiques de lutte contre les inégalités peuvent constituer une réponse audible et envoyer un message clair à la communauté nationale et internationale.

Indépendamment de la politique générale menée par les gouvernements Ayrault-Valls, **nous, étudiant-es, enseignant-es, chercheur-es, citoyen-nes, membres de syndicats, d'associations et de collectifs exprimons notre soutien à Najat Vallaud-Belkacem, en tant que personne honteusement insultée.**

Nous appelons solennellement le gouvernement à développer plus que jamais des politiques :

> de lutte contre les stéréotypes sexistes, homophobes et transphobes,

> contre les discriminations fondées sur la religion, la classe, l'origine,

> en faveur de l'égalité femmes/hommes.

<http://genrerechercheeducationrencontre.unblog.fr/>

Najat Vallaud-Belkacem a remplacé Benoît Hamon au Ministère de l'Éducation Nationale. Quelle appréciation pouvons-nous avoir de cette nomination ?

Il faut déjà la replacer dans le contexte de la réaffirmation de la ligne libérale et des politiques austéritaires, qui hypothèquent gravement l'objectif de réussite de tou-tes les élèves.

(...)

La femme politique

Si la FSU salue l'arrivée de la 1^{ère} femme ministre à l'Éducation nationale (EN), nous déplorons parallèlement la suppression du ministère des Droits des Femmes. En effet, les droits des femmes ne sauraient se restreindre à la santé, comme le laisse entendre le rattachement du secrétariat d'état auprès de M. Touraine. Ces dossiers, dont plusieurs en chantier, ont besoin d'une transversalité large, et, tant que chaque ministère n'aura pas parfaitement intégré les questions de genre dans son travail, le pilotage par un ministère dédié reste indispensable.

Au cours des deux premières années du quinquennat, Najat Vallaud-Belkacem (NVB) a été chargée de la mission interministérielle de lutte contre les LGBTphobies ; c'est également elle qui a porté les ABCD de l'égalité destinés à déconstruire les stéréotypes de sexe à l'école primaire, puis qui a dû capituler sur l'abandon du dispositif. Maintenant qu'elle est à la tête du MEN, elle devrait pouvoir poursuivre les objectifs liés à l'éducation à l'égalité, elle a visiblement les convictions pour le faire. Mais les obstacles seront sérieux aussi : le cadre budgétaire contraint, pour commencer. Une réelle ambition en la matière doit forcément s'accompagner de moyens concrets conséquents pour assurer la nécessaire sensibilisation de tous les personnels, qui ne peut

se satisfaire de formations en ligne de type m@gistère.

En effet, les résultats des études de genre bousculent les représentations de sens commun et nos systèmes de pensée : on découvre que ce qu'on tenait pour naturel ne l'est finalement pas tant que ça, et que la réalité des individu-es est beaucoup plus complexe que la pseudo « différence des sexes ». Alors non, les enseignant-es ne peuvent se former simplement en regardant des vidéos. La rencontre entre collègues est utile pour confronter les représentations et les pratiques de classes, et faire progresser la réflexion collective sur notre métier.

Racisme et sexisme décomplexés

Autre obstacle, de taille : les « tirs de barrage » dont la ministre est l'objet. Dès l'annonce de sa nomination, mensonges et calomnies ont jailli violemment : NVB serait l'égérie du « *gender* » qui viserait à pervertir les enfants, à les inciter à changer de sexe, etc. Refrain malheureusement bien rôdé, qui permet de refuser l'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, sans le dire trop clairement... Si on n'est guère surpris de l'entendre de la part de Boutin, Belghoul ou La Rochère, ou même Mariton, quand c'est repris aussi par un ancien ministre de l'EN, L. Châtel, on est en droit d'être choqué par le manque d'honnêteté intellectuelle et de rigueur scientifique de ces personnages politiques, censés nous représenter au Parlement ! Il faut dire aussi que si ces gouvernements qui se disent socialistes ménaient des politiques socio-économiques de

gauche, l'opposition de droite aurait d'autres terrains pour marquer sa différence... Espérons que ces réacs sexistes et homophobes et leurs idées rancieuses ne feront pas reculer le gouvernement une fois de plus.

Dans le même temps, d'autres franges de la droite et de l'extrême droite mettent en avant les origines ethniques de NVB pour l'attaquer à leur tour et la discréditer, et exprimer leur haine et leur islamophobie. Il devient alors flagrant qu'à leurs yeux la légitimité politique ne saurait concerner que des mâles blancs de plus de 50 ans... Christiane Taubira avait déjà subi des attaques similaires. Sans parler des allusions sexistes... Il n'y a que les compétences des femmes qui sont questionnées ! Ajoutons à cela qu'une photo d'élèves en majorité issu-es de la diversité a été supprimée de la page Facebook du MEN, devant les réactions indignées de « Français-es de souche » qui ne supportent pas les couleurs de peaux trop foncées ! Que le maire FN de Beaucaire dénonce le fait que l'EN met des moyens pour que les enfants allophones puissent apprendre la langue française !

Au secours ! Devant un tel déferlement généralisé de racisme, de sexisme et de haine, je ne reconnais plus mon pays. Preuve aussi, s'il en était besoin, que l'EN doit s'impliquer plus que jamais dans la lutte contre toutes les discriminations. Il est temps que la voix de celles et ceux qui refusent ces discours d'intolérance, d'exclusion et de violence, que la voix des humanistes se fassent clairement entendre !

Cécile Ropiteaux,

Extraits article, bulletin FSU 21

1- Ou « *théorie du genre* »

Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire

Loire atlantique : refuser les pressions des obscurantistes !

Plusieurs établissements scolaires du premier et du 2nd degré de Loire atlantique ont reçu fin août un courrier signé de La Manif Pour Tous et des « vigi-gender » qui ne prête pas à confusion : malgré le ton mielleux et hypocrite, il s'agit ni plus ni moins d'une tentative inacceptable de pressions et d'ingérence par rapport à la liberté pédagogique des enseignant-es, et de déni des programmes officiels de l'EN. Ce courrier reprend un certain nombre de rumeurs complètement fausses sur une supposée « théorie du genre ». C'est inadmissible !

Oui, l'École a une mission d'éducation, et pas seulement d'instruction !

Oui, l'Égalité s'apprend, et doit donc être enseignée !

Le rapport de l'IG de mai 2013 a mis en évidence que les textes officiels ne suffisent pas pour s'attaquer aux inégalités de genre et aux violences et discriminations sexistes, et qu'il faut des dispositifs volontaristes pour lutter contre les stéréotypes qui les alimentent.

Non, déconstruire les stéréotypes n'entraîne pas l'indifférenciation !

Cela favorise au contraire la diversité des individu-es et l'épanouissement des enfants ! Ils et elles pourront choisir alors sans complexe leurs loisirs, leurs études, leur profession, leur façon de vivre et d'être.

S'il est sain et légitime que des débats aient lieu, il est inacceptable que ces groupes essayent de contrôler ou de surveiller le choix des manuels scolaires, le contenu des bibliothèques scolaires ou la destination des sorties (choix qui relèvent de la liberté pédago-

gique des équipes éducatives), pour imposer une censure selon leurs critères inégalitaires de défense des stéréotypes.

Il est inacceptable que de tels lobbies tentent de remettre en question l'éducation affective et sexuelle, et de discréditer les interventions en milieu scolaire des associations qui luttent contre les discriminations (et qui ont reçu un agrément de l'Éducation nationale). Ce sont justement ces interventions qui permettent notamment aux jeunes en questionnement sur leur orientation ou identité sexuelles (LGBT) de se (re)construire, voire d'échapper à la déscolarisation, à la dépression ou au suicide provoqués par un climat scolaire homophobe lesbophobe biphobe et transphobe !

Alors qui est vraiment soucieux du bien-être de chacun et chacune ? Qui se place vraiment du côté de l'intérêt des enfants et des adolescent-es ?

Le Collectif condamne fermement cette tentative d'ingérence, et apporte son soutien aux personnels et aux associations qui, dans le cadre de leur mission de service public, chaque jour dans les établissements, font un travail remarquable pour que chaque élève quel que soit notamment son genre et/ou son orientation sexuelle puisse réussir et s'épanouir librement à l'école. Le Collectif demandera très prochainement à rencontrer la Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Paris, le 10 septembre

FCPE, CFDT FORMATION ET ENSEIGNEMENT PRIVÉ,
CGT FERC, FSU,
SGEN CFDT, SUD ÉDUCATION, UNEF, FIDL, UNL